

Non-violence et maintien de l'agriculture en Palestine

**2013 - 2016
BILAN**

Un partenariat



Les dossiers

du
Mouvement pour une Alternative Non-violente

n°14
Mars 2017
5€



Avec le soutien de



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



Merci à Véronique MOREIRA pour la traduction en anglais



Mouvement pour une Alternative Non-violente – MAN

Groupe de Lyon
187 montée de Choulans
69005 Lyon
Tel: 06 28 96 31 85
Email : man.lyon@nonviolence.fr
<http://nonviolence.fr/lyon>



MAN-Lyon

SOMMAIRE

Remerciements	4
Rapport d'activités	5
Les temps forts du partenariat	7
Voyage préparatoire en septembre 2013	7
Mars 2014	7
Avril 2014	8
Avril – Mai 2014	9
Juin 2014	9
Juin - Juillet 2014	9
Juillet 2014	10
Octobre 2014	11
Décembre 2014	12
Avril 2015	12
Juillet 2015	12
Septembre 2015	12
Octobre 2015	13
Avril 2016	13
Les réalisations à Beit Ommar	15
Champs 1 et 2	15
Champ de la route 60	16
Formations réalisées notre partenaire	17
Campagne Save the Land	17
Camp d'été pour enfants en 2015	17
Rencontre de femmes en mars 2015	18
Les réalisations dans la vallée du Jourdain	19
Réfection de la route de Fasayel	19
Plantations	19
Campagne Save the Land	19
Formations	20
Machine à briques	20
La laiterie	21
Autour du projet en Rhône-Alpes	22
Les rencontres autour du projet	24
Autour du projet en France	26
Bilan financier	28
Difficultés rencontrées	29
Épilogue	33
Bilan final	34
Annexes	35

1. REMERCIEMENTS

La **Région Rhône-Alpes** (devenue Région Auvergne – Rhône Alpes) et particulièrement

Véronique MOREIRA, vice-présidente EELV de la région Rhône-Alpes, chargée des Coopérations solidaires qui a soutenu le projet dès le départ et l'a accompagné jusqu'au changement de majorité en décembre 2015.

Anna FIORINI-BERLOT, Chargée de mission Coopérations en Méditerranée et Arménie à la DERIC (Direction de l'Europe, des Relations internationales et de la Coopération) de la région Rhône-Alpes

La **Région PACA** et particulièrement

Jean FLEURY, Chargé de mission PEI / MAE à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Le **Consulat Français de Jérusalem** et particulièrement

Minh-di Tang, Consule générale Adjointe

Delphine DUFOIX, Chargée de mission pour la coopération décentralisée

L'**Ambassade de Palestine** en France

Le **Gouverneur de Jericho, Majed ALFETYANI**

Le **Gouverneur de Hébron, Kamel HEMEID**

La **Municipalité de Beit Ommar**

Les différents partenaires :

Le **MAN Lyon** et en particulier Serge PERRIN, Marine KOHLHAAS, Paola CAILLAT, Paule et Gérard LEGRAND,

L'**AFPS 07-26** et en particulier Marc FERRAPIE et Michel KRAU,

Le **Comité Palestine-Israël du pays de Châteaubriant** et en particulier Louis DAVID et Marie BAUCERE

AJAM2France de Valence et en particulier Selma et Younes AOUDJIT

JVS Albertville et en particulier Gérard PAUCHET

L'**AFPS** de Lyon et de Savoie

La **Chambre Régionale d'Agriculture**

Nous remercions pour leur soutien financier

Région Rhône-Alpes

Région PACA (Provence Alpes Côte d'Azur)

CBSP (Comité de Bienfaisance et de Secours aux Palestiniens)

AFPS Savoie (Association France Palestine Solidarité)

BDS 42 (Boycott, Désinvestissements, Sanctions)

AFPS 07 - 26

MAN Lyon (Mouvement pour une Alternative Non-violente)

Et bien sûr remerciement à tous les militants qui se sont engagés un moment ou un autre au cours du déroulement, en particulier : Alice WEITH, Lolita WISSART, Monique RIBARD, Aimée MOUCHET, Yéza LUCAS et à quelques personnalités qui ont apporté un soutien financier : Simone DE BOLLARDIERE, Louis VIANNET , ancien Secrétaire Général de la CGT...

2. RAPPORT D'ACTIVITÉS

En 2011, Mousa ABU MARIA, militant non violent palestinien de Beit Ommar, a été présenté au MAN Lyon par l'AFPS (Association France Palestine Solidarité) de Lyon via le groupe Ardèche - Drôme qui avait déjà soutenu des agriculteurs à Beit Ommar (achat d'un tracteur).

En 2012 le MAN a invité Mousa pour une tournée de conférences sur la résistance non-violente à Beit Ommar qu'il mène avec son association PSP (Palestine Solidarity Project).

A cette occasion Mousa a demandé si le MAN accepterait d'être partenaire de PSP en tant que mouvement non-violent.

C'est au cours de cette tournée que nous lui avons présenté des personnalités politiques, dont Véronique Moreira, vice-présidente

déléguée à la coopération solidaire de la région Rhône-Alpes. Celle-ci a proposé de répondre favorablement à la demande de soutien exprimé par Mousa ABU MARIA.



Mousa ABU MARIA en conférence à Lyon

C'est ainsi que le MAN Lyon et l'AFPS 07-26 ont envisagé de répondre aux demandes de Mousa en organisant un partenariat autour de la formation à la non-violence et du maintien de l'agriculture en Palestine. En effet Beit Ommar étant situé en zone C (sous contrôle quasi total de l'armée israélienne), la gestion et l'utilisation de la terre sont devenues des enjeux vitaux (les terres de la zone C sont régulièrement volées pour l'extension des colonies ou la construction de routes réservées aux colons.). Mousa ABU MARIA a indiqué que la résistance non-violente était avant tout la nécessité de continuer à vivre sur place et donc de cultiver les terres malgré les menaces physiques des colons et économiques du système d'occupation. La région Rhône-Alpes étant en coopération avec le gouvernorat de Jéricho il a été demandé d'associer la vallée du Jourdain pour les investissements agricoles. Beit Ommar étant sur le territoire de Hébron, en coopération avec la région PACA, nous avons également demandé un soutien à cette région.

Le MAN Lyon a embauché une stagiaire, Yéza LUCAS, du 15 avril au 15 juillet 2013 afin de préparer ce projet de partenariat entre le MAN Lyon, l'AFPS Drôme Ardèche et l'organisation Center for Freedom and Justice de Beit Ommar. En effet Mousa ABU MARIA a présenté le Center comme l'association regroupant plusieurs groupes, dont le PSP, le comité des femmes et le groupe des jeunes.

Un voyage sur place en septembre 2013 a lancé le partenariat « Non-violence et maintien de l'agriculture en Palestine » pour 3 ans entre le **MAN Lyon, l'AFPS Drôme-Ardèche** et le **Center for Freedom and Justice**. Deux autres associations ont ensuite rejoint le projet : **Jordan Valley Solidarity**, comité de lutte basé dans la vallée du Jourdain et le **Comité Palestine Israël Méditerranée de Châteaubriant en Loire Atlantique** qui est en lien avec la commune de Beit Ommar depuis de nombreuses années.

Ce partenariat comportait 2 axes :

Coopération non-violente populaire et citoyenne

Le programme de coopération citoyenne vise à renforcer les capacités des acteurs locaux de la société civile et à diffuser une culture de non-violence et de paix afin d'améliorer les relations entre Palestiniens et Israéliens et de favoriser la mise en place d'une gouvernance démocratique à l'échelle locale.

Il s'agissait donc :

De réduire le recours à la violence chez les jeunes en proposant des débats, des réflexions autour de la résolution de conflit, des échanges interculturels et des formations à l'action non-violente.

De former des leaders locaux capables de porter la voix de la société palestinienne et d'appuyer la mise en place d'une gouvernance démocratique à l'échelle locale.

La formation de ces leaders locaux leur permettra de gagner la confiance et le respect de la population mais surtout de diffuser une culture de paix et de dialogue dans leur lieu de travail, à l'université, ou encore dans leur famille.

De renforcer le dialogue entre Palestiniens et Israéliens, et notamment renforcer l'action des militants locaux pour une résistance non-violente à l'occupation.

De renforcer un réseau de soutien international pour la résistance non-violente à l'occupation et à l'exploitation illégale israélienne en Palestine.

Coopération agricole

Le programme de coopération agricole porté par ce projet visait à améliorer les conditions de vie des populations rurales de la Vallée du Jourdain et de Beit Ommar, en zone C, touchées particulièrement par la limitation des libertés de déplacement, par la violence physique et psychologique et par l'accaparement des terres... Il fait partie intégrante de la stratégie de résistance populaire non-violente. Il s'agissait :

D'utiliser le développement agricole pour améliorer l'économie des communautés rurales de la Vallée du Jourdain et de Beit Ommar et en particulier **l'émancipation économique des femmes.**

De maintenir et développer l'activité agricole dans la Vallée du Jourdain et à Beit Ommar, en renforçant les circuits de distribution au niveau du territoire palestinien pour l'écoulement des productions locales, en s'appuyant sur les compétences déjà acquises des agriculteurs locaux.

D'endiguer l'accaparement des terres palestiniennes par les colons israéliens dans les deux régions en cultivant prioritairement les terres vulnérables à proximité des colonies.

De favoriser le partage de savoir-faire et l'enrichissement interculturel à travers des échanges entre agriculteurs palestiniens et français.

Tous les activités du partenariat ont fait l'objet de 2 rapports détaillés sur les années 2014 et 2015, accessibles sur le site du MAN : <http://nonviolence.fr/spip.php?rubrique2>

Nous avons également réalisé plusieurs web lettres d'informations, adressées à plus de 250 personnes qui avaient donné leur email pour suivre ce projet.

Nous avons ouvert aussi une page facebook «Non-violence et maintien de l'agriculture en Palestine».

3. LES TEMPS FORTS DU PARTENARIAT

Voyage préparatoire en septembre 2013

Une délégation du MAN et de l'AFPS, composée de Serge Perrin (coordinateur du MAN), Paola Caillat (militante/chargée de mission projets internationaux du MAN) et Marc Ferrapie (AFPS Drôme Ardèche) s'est rendue en Palestine du 1^{er} au 6 septembre 2013. Les objectifs : Rencontrer les membres de Palestine Solidarity Project (PSP) et du Center for Freedom and Justice (CFJ) afin de mieux connaître le fonctionnement et les actions des associations.

Discuter et finaliser le projet pluriannuel de partenariat CFJ/MAN/AFPS.

Rencontrer d'éventuelles associations partenaires israéliennes et de Jéricho.

Paola CAILLAT a participé à l'organisation de la tournée de plaidoyer de Mousa ABU MARIA en août et septembre 2012 et suivi le montage du projet de partenariat par Yéza, stagiaire du MAN. Dans le cadre de son implication au MAN, elle a ainsi eu l'occasion de découvrir le contexte tout en aidant à la traduction des échanges.



Première rencontre avec Rashed de JVS et Tal AMIT

C'est lors de ce voyage que Mousa ABU MARIA a rencontré Rashed KHUDAIRY de Jordan Solidarity Valley et que le projet de partenariat global s'est concrétisé.

Mars 2014

A l'occasion de la conférence annuelle des femmes organisée par le Center à Beit Ommar, quatre jeunes du MAN Lyon (Jean-Guy Audéoud, Marie Orset, Alice Weith et Lolita Wissart) se sont rendus sur place pour une visite de terrain. Ils ont échangé avec les partenaires sur l'avancement des projets, leurs attentes et besoins. Pour ces jeunes cela aura été un premier pas sur le terrain et aura été riche en enseignements.

Ils ont assisté à la conférence organisée par le Center for Justice and Freedom pour la quatrième année consécutive pour célébrer la journée internationale de la femme. Les représentants officiels de Beit Ommar et Hébron, ainsi que différentes organisations (dont JVS, le nouveau partenaire du C4FJ) étaient présents pour



Les jeunes visitent les terrains avec Mousa

exposer leur situation et leurs activités. Discours sur les injustices, sur la résistance, sur l'importance du développement économique des communautés comme forme de résistance non-violente. Une représentante du MAN a pris la parole pour présenter le partenariat et l'implication financière de la région Rhône-Alpes. Cette conférence a permis aux femmes palestiniennes de partager leurs expériences et de garder confiance dans la perspective non-violente de leur résistance. Ils ont été reçus par le Gouverneur de Hébron puis ont visité les communautés des collines du Sud d'Hébron qui vivent dans des conditions très difficiles. Une visite dans la vallée du Jourdain leur a permis d'être reçus par l'adjoint du Gouverneur de Jéricho.

Avril 2014

Une délégation a été accueillie du 22 au 26 avril.

C'était l'occasion de signer l'accord de partenariat entre les 5 associations, avec la présence de représentants des 2 associations palestiniennes : Mousa ABU MARIA, (Center for Freedom and Justice de Beit Ommar) et Sireen KHUDAIRY, (Jordan Valley Solidarity).



La délégation devant le Conseil Régional Rhône-Alpes

La délégation était accompagnée de Amina MAJED ALFETYANI, Gouverneur de Jéricho (accord de coopération avec la région Rhône-Alpes), de Seham MAYSAR, Conseiller principal du gouverneur d'Hébron (où est situé Beit Ommar et en accord de coopération avec la région PACA), Nasri SABARNA, maire de Beit Ommar, accompagné de sa femme Mme Hanaa SABARNA, Islam AWAD, directeur de

communication de la mairie de Beit Ommar et Tal AMIT, militant israélien pour la Paix.

Mr et Mme Bassel GHATTAS, député israélien d'origine palestinienne et Aziz ABUAMDIAM, du village AL Araqib représentant la minorité bédouine d'Israël se sont joints à la délégation. Des rencontres ont pu être organisées dans d'autres villes de la région : à St Etienne et au Puy en Velay.

La délégation a été officiellement reçue au Conseil Régional, en présence de nombreux élus dont la vice-présidente déléguée à la coopération solidaire, Mme Véronique MOREIRA et la vice-présidente déléguée à la démocratie participative, à la vie associative et à l'éducation populaire, Mme

Léla BENCHARIF. Les échanges se sont poursuivis avec des représentants de différentes associations rhônalpines.

La journée s'est terminée par une soirée publique organisée à la Maison des Passages.

La section de Pierre Bénite de la Ligue des Droits de l'Homme avait organisé une soirée d'information et de témoignages autour des alternatives non violentes en Palestine. La soirée a eu lieu avec la présence de M MAJED ALFETYANI, gouverneur de Jéricho, et de Sireen KHUDAIRY de l'association Jordan Valley Solidarity.

Une partie de la délégation a rejoint Châteaubriant où le Comité Palestine Israël avait organisé des rencontres.

La Délégation Palestinienne a été reçue à l'Assemblée Nationale Française par des membres du Groupe d'Amitié France Palestine dont Xavier BRETON, Député de l'Ain et Vice Président du Groupe d'Amitié, Jean GLAVANY, ancien ministre, à l'initiative de Yves DANIEL, Député de Châteaubriant 44. A cette rencontre participait Claude LEOSTIC, Présidente de la Plateforme des ONG pour la Palestine



Soirée publique avec le Gouverneur de Jéricho

Avril – Mai 2014

Une rencontre européenne de formation autour de l'action non-violente dans le cadre du Programme Européen Jeunesse en Action a été organisée par le MAN Lyon du 26 avril au 4 mai. Deux palestiniens de Beit Ommar et une de la vallée du Jourdain ont participé à ces rencontres qui a réunit des jeunes de différents pays (Italie, Allemagne, Espagne, Jordanie, Tunisie, France).

Ces dix jours ont été l'occasion pour tous les jeunes d'échanger et de partager leurs expériences de la Non-violence, qui sont très différentes selon les pays.

Juin 2014

Du 6 au 9 juin des rencontres internationales ont été organisées à Sarajevo dans le cadre du **Peace Event**. Cet événement aura été l'occasion de découvrir et d'échanger avec des citoyens de plus de soixante pays différents. Une délégation du MAN (Lyon et Centre Alsace) et de l'École de la Paix s'est rendue sur place pour assister aux échanges et animer des temps d'atelier. Le 7 juin, le MAN Lyon a organisé un atelier avec différentes organisations européennes sur les actions qui peuvent être menées pour soutenir la résistance non-violente en Palestine.

L'atelier devait être organisé autour des témoignages de nos amis leaders de la résistance non violente (Mousa ABU MARIA de Beit Ommar et Rashed KHUDAIRY de Jordan Valley Solidarity), mais ils n'ont pas pu se rendre à Sarajevo pour des problèmes de Visa.

Nous avons eu la chance de pouvoir échanger avec Bassem TAMIMI, également leader non violent en Palestine, qui a présenté la situation en Palestine. Il nous a parlé des actions visant à renforcer la société civile et à aider les gens à rester sur leurs terres. Il a vraiment insisté sur le fait que, même si les projet qui apportent une aide aux populations sur le terrain sont vraiment importants, ce dont les Palestiniens ont vraiment besoin de la part des organisations européennes et internationales est un plaidoyer politique, auprès des gouvernements, des dirigeants de l'Union européenne et de l'ONU.

Juin - Juillet 2014

A l'occasion des Assises Régionales de la Coopération Solidaire, une délégation de quatre femmes palestinienne a été accueillie en Rhône Alpes du 26 juin au au 7 juillet 2014.

Cette délégation était composée de

- Mona EBRIGHITH, directrice du Centre for Freedom and Justice
- Sawsan AWAD du Center for Freedom and Justice

- Nevin BARAHMA de Jordan Valley Solidarity
- Haneen IQTISHAT de Jordan Valley Solidarity.

Après leur participation aux assises organisées par la Région Rhône-Alpes, différentes rencontres ont lieu avec les municipalité d'Annemasse (jumelage envisagé avec une commune de la vallée du Jourdain) et celle de Saint-Fons.

Nous avons organisé des rencontres avec l'AFRAT qui coordonne le projet du «Sentier d'Abraham» reliant Hébron à Jericho. Ce projet est soutenu aussi par la Région Rhône-Alpes ainsi que par l'AFD et l'Europe. Nous voulions voir comment des liens pourraient se créer entre les projets à Beit Ommar et la vallée du Jourdain et ce tourisme vert solidaire.

Dans le cadre du projet de transformation et de commercialisation des fruits à Beit Ommar, nous avons organisé des visites de fermes en Ardèche, d'atelier de confiture et de magasin de proximité dans les monts du lyonnais.



En Ardèche il y a eu la visite au Domaine Olivier de Serres du Pradel où elles sont accueillies par le Directeur du Lycée Agricole d'Aubenas en présence du Président de la Chambre d'Agriculture Régionale Rhône Alpes. Puis elles ont participé à la Fête de l'Humanité Ardèche avec Ephraïm DAVIDI, responsable du Parti Communiste Israélien et François JACQUART, Conseiller Régional. Enfin une rencontre a eu lieu à l'Université d'été de l'AFPS Nationale à Tournon.

La délégation de femmes au Conseil Régional Rhône-Alpes

Une agora avec la participation de cette délégation a été organisé aux Dialogues en Humanité à Lyon.

Juillet 2014

Le Mouvement pour une Alternative Non-Violente organise tous les deux ans un forum national ouvert à tous les adhérents des différents groupes locaux. En juillet 2014 le forum a eu lieu en Alsace et plusieurs groupes du MAN qui mènent des actions pour la Palestine ont organisé un atelier autour de la lutte non-violente en Palestine, en associant le groupe local de l'AFPS.

Une cinquantaine de personnes a participé à l'atelier. Dans un premier temps, le partenariat et les actions menées en France et en Palestine ont été présentés. Puis les différents acteurs présents ont expliqué le mouvement BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanction) et des moyens concrets d'action. Les échanges avec les participants ont été très riches, dans le contexte de la guerre de Gaza et des interdictions de certaines manifestations en France. Chacun a pu exprimer ses opinions et le partenariat a reçu énormément de soutien.

Nous avons reçu la veille de cet atelier un message de plusieurs « représentants » des communautés israélites d'Alsace, témoignant de leurs inquiétudes face à la montée de l'antisémitisme. Six personnes de ces communautés sont donc venues assister à l'atelier et sont reparties rassurées après avoir participé écouté nos échanges.

Octobre 2014

Du 12 au 22 octobre 2014 une délégation de six personnes, dont trois élus, a passé une semaine en Palestine dans le cadre du partenariat : Léla BENCHARIF, vice-présidente de la Région Rhône-Alpes, Philippe LEEUWENBERG, Conseiller général de la Drôme et conseiller municipal de la ville de Die, Pierre TRAPIER, ancien maire et actuellement conseiller municipal de Portes les Valence, Marc FERRAPIE, membre de l'AFPS Drôme-Ardèche, Serge PERRIN, chargé de mission du MAN et Marine KOHLHAAS, chargée de mission du MAN sur le projet Palestine.

Cette mission s'était donnée plusieurs objectifs, notamment montrer la concrétisation des projets sur les terrains à des élus qui soutiennent ou pourraient être amenés à soutenir le projet, mais également échanger avec les différents acteurs impliqués, institutionnels et associatifs.

Enfin, il semblait intéressant de se rendre sur place pour mesurer l'impact du projet

sur les populations locales et pour prendre conscience de manière beaucoup plus concrète de la situation d'occupation de la Cisjordanie.

Cette semaine aura été riche en rencontres et en échanges avec des palestiniens mais également avec des militants pour la paix israéliens et des internationaux venus jouer un rôle d'observation et de « protection » des paysans contre l'armée israélienne.

De nombreuses rencontres politiques ont eu lieu, pour obtenir des soutiens et impliquer les institutionnels dans leur rôle de soutien à la société civile palestinienne, particulièrement en zone C. Ainsi nous avons été reçu par le gouverneur d'Hébron, le gouverneur de Jéricho, le Consulat Français de Jérusalem, les municipalités de Beit Ommar, Al Jeftlik et Fassayel.

La délégation a également été reçu par l'Institut de recherches appliqués de Jérusalem (ARIJ) pour une présentation de l'évolution des colonies, en s'appuyant sur de nombreuses cartes très détaillées. Un échange très intéressant a également eu lieu à Bethleem avec Hind KHOURY, ancienne déléguée de la Palestine en France (de 2006 à 2010).

Une rencontre avec deux militants israéliens, actifs dans plusieurs associations, dont Machsom Watch, a permis de se rendre compte de la situation et des difficultés rencontrées par le camp de la paix en Israël.

Nous avons pu nous rendre sur les terrains agricoles où sont implantés les projets et constater les travaux réalisés. Ainsi à Beit Ommar la remise en état de 2 vergers et la réalisation d'une citerne a permis l'emploi de 5 travailleurs palestiniens pendant 4 mois.

Un échange avec une coopérative agricole qui travaille autour du raisin a permis de comprendre leur fonctionnement et d'apporter des éléments concrets aux groupes de femmes de Beit Ommar qui souhaitent développer la vente directe de leurs produits.

Les échanges avec les groupes de femmes, de paysans et de jeunes du Center for Freedom and Justice ont été très enrichissants et ont permis de mesurer l'impact et l'implication de la population autour de nos projets. En particulier, les discussions avec le comité de jeunes de Beit Ommar ont permis à la fois de mesurer les difficultés auxquelles les jeunes palestiniens font face et les initiatives qu'ils mettent en place pour y répondre. Les trois jeunes venus en France en mai dans le cadre de la rencontre sur l'action non violente avec le programme européen «Jeunesse en Action» ont été heureux de partager leur expérience et sont aujourd'hui très impliqués dans les projets menés par l'association. Il



La délégation reçue en mairie de Al Jeflit

paraît important de souligner la continuité et la pérennité des relations qui se sont créées au fil de la première année du projet.

Décembre 2014

Des réunions publiques ont été organisées pour le rendu de la mission d'octobre : Lyon, St Etienne, Portes Les Valence.



La délégation avec des députés européen EELV

Le mercredi 17 décembre 2014, Mousa ABU MARIA s'est rendu au parlement européen à Strasbourg pour assister au vote de la résolution pour la reconnaissance de l'État de Palestine. Il était accompagné de Léla BENCHARIF, Serge PERRIN, Jean-Yves CARLEN et Marine KOHLHAAS du MAN.

Mousa ABU MARIA a pu rencontrer différents élus européens d'Europe Écologie Les Verts et du Front de Gauche, qui lui ont accordé une entrevue : Michèle RIVASI, Pascal DURAND, Karima DELLI pour le groupe parlementaire

des Verts/ALE, Marie-Christine VERGIAT et Patrick LE HYARIC pour le groupe de la gauche européenne GUE/NGL.

Avril 2015

Comme en 2014, une délégation de Palestine et d'Israël en lien avec notre partenaire du Comité Israël Palestine du pays de Châteaubriant a été accueilli en région Rhône-Alpes.

La délégation 2015 était constituée de :

- Eitan BRONSTEIN et Eléonore MERZA BRONSTEIN, militants fondateurs de l'association Israélienne Zochrot et maintenant de l'association israélienne De Colonizer,

Dr Mazin QUMSIYEH, professeur chercheur et président du centre palestinien pour le rapprochement entre les peuples,

Et Tal AMIT, militant israélien pour la paix.

Juillet 2015

A l'occasion du camp jeunes du MAN qui s'est tenu à Lyon les 5, 6, 7 et 8 juillet 2015, nous avons invité Farah FAHAN de Bethléem. Elle étudie le français et travaille avec l'Alliance française.

Ce fut l'occasion pour chacun de s'enrichir et de partager ses expériences, que ce soit par les formations et ateliers proposés ou lors des temps libres de manière plus informelle.

Farah s'est proposé pour favoriser les échanges en français avec le projet, en lien avec Beit Ommar.

Septembre 2015

Une formation de 4 jeunes agriculteurs palestiniens a eu lieu du 14 au 25 Septembre 2015

au CFPPA Olivier de Serres - Domaine du Pradel à Mirabel (Ardèche) .

Les objectifs étaient pluriels : l'élevage des ovins et la fabrication du fromage, en lien avec le projet de laiterie à Al Jeflit – la culture et la transformation des fruits afin de valoriser les productions, en particulier à Beit Ommar en lien avec les terrains remis en exploitation et le projet de lieu de vente locale géré par une coopérative des femmes. Nous avons aussi comme objectif de montrer l'intérêt d'une mise en commun des agriculteurs (coopérative ou autre). Les palestiniens venus sont:

- Sadem, 20 ans, éleveur dans la Vallée du Jourdain,
- Hisham, 26 ans, fils d'éleveur de la Vallée du Jourdain,
- Mysar, 29 ans, arboriculteur à Beit Ommar,
- Ahmad, 26 ans, ingénieur agricole, de Beit Ommar.

Les 4 jeunes ont été reçus le week-end des 19 et 20 septembre par les jeunes d'AJAM2France de Valence .

Pendant leur formation, Sylvie DUBOIS, Conseillère Départementale Ardèche Déléguée aux Solidarités Internationales, leur a apporté le soutien du département de l'Ardèche

Les bons contacts de l'AFPS en Ardèche ont permis un

accueil et des visites en particulier à la fête de la Confédération Paysanne et avec la mairie de Cruas (intérêt pour un jumelage avec une commune palestinienne).



Les fermiers palestiniens en formation en Ardèche

Octobre 2015

Comme tous les ans, une délégation s'est rendue en Palestine en octobre, du 18 au 25 octobre pour rencontrer les partenaires sur place et voir l'avancée des réalisations concrètes. Les membres de la délégation étaient : Serge PERRIN (MAN Lyon), Marc FERRAPIE (AFPS Ardèche- Drôme), Marie Paule FRISTOT (MAN Metz) Selma BAHOUS et Youness AOUJIT (AJAM Valence)

Les objectifs étaient :

- permettre aux participants de connaître le travail réalisé sur place dans le cadre du partenariat «Non-violence et maintien de l'agriculture en Palestine».
- rencontrer les personnes du projet : Center for Freedom and Justice / Jordan Valley Solidarity / les agriculteurs et les femmes liés aux projets
- voir les terrains plantés à Beit Ommar et dans la Vallée du Jourdain,
- faire un point avec les partenaires de l'évolution du projet et des objectifs pour 2016, en particulier sur les perspectives financières mauvaises.
- si possible visiter les villes de Bethléem, Jérusalem, Hébron pour ceux qui ne connaissaient pas la Palestine.

Avril 2016

Toujours en lien avec le Comité Palestine - Israël de Châteaubriant, nous avons organisé une très belle intervention le 25 avril avec nos invités :

- Miko Peled, israélien, fils du général Peled
- Alex Abu Ata, franco-palestinien, est actuellement chargé de plaidoyer à War Child à

Jérusalem-Est, formateur auprès d'enfants palestiniens ;
- le Père Raed Abu Sahlieh, prêtre catholique palestinien, ancien curé de Taybeh (nord de Jérusalem), directeur de Caritas Jérusalem.

Chaque témoignage aurait mérité une conférence complète.

Mais les différents regards ont donné une vision pertinente sur la situation. En particulier Miko Peled montre comment l'histoire de la construction d'Israël est faussée chez les israéliens, et le fait qu'il soit fils d'un général célèbre est intéressant.

Alex nous a parlé de la situation illégale et scandaleuse faite aux enfants palestiniens par l'armée d'occupation israélienne.

Le Père Raed a tenu un message d'espoir, malgré qu'il reproche à Abraham d'avoir enfanté de si terribles descendants qui se bagarrent pour le même territoire...



Les 3 intervenants devant la salle comble de la Maison des Solidarité

Nous avons poursuivi les échanges entre les différentes associations qui souhaitent suivre le partenariat en Palestine, en apportant notre expertise sur la situation en Palestine et en particulier à Beit Ommar.

Ainsi le 26 avril 2016, Mousa ABU MARIA et Serge PERRIN ont animé un "Mardi pour l'égalité" pour le groupe "Agir pour l'égalité- SOS Racisme Rhône" qui était parti en Palestine en août 2015 et que nous avons accompagné dans la préparation du voyage. Le thème de la soirée était : "Palestine: quelles formes de résistance non violente ?".

Nous sommes en lien avec Médias Citoyens Rhône-Alpes qui a organisé une formation sur les médias avec des palestiniens en lien avec Center for Freedom and Justice et Jordan Valley Solidarity début avril.

Nous avons participé à la préparation d'une mission à Beit Ommar de Agir Ensemble pour les Droits Humains.

4. LES RÉALISATIONS À BEIT OMMAR

Champs 1 et 2

En 2014 un hectare de terrain agricole a été travaillé à Beit Ommar sur deux parcelles à proximité sud du village, près de la colonie Kamir Zur.

Dans un premier temps il a fallu nettoyer les terrains et les remettre en état à l'aide de bulldozers.

Puis des murets en pierre ont été montés pour délimiter les parcelles. Un bassin de récolte d'eau de pluie a été réalisé sur une des parcelles pour permettre l'irrigation des plantations. Il est interdit aux palestiniens de creuser des puits, il faut donc trouver d'autres moyens d'assurer l'irrigation des terrains agricoles, les différents systèmes de récupération d'eau de pluie sont particulièrement développés. Une dalle de béton a été coulée dans le bassin pour permettre son étanchéité et il a été recouvert d'une grille pour des raisons de sécurité. 1000 arbres ont été plantés (essentiellement des pêchers et des vignes).

Des légumineuses ont été plantées entre les arbres dès 2015 pour profiter du terrain et de l'eau de la citerne.

Ce chantier a permis de faire travailler 5 personnes pendant 4 mois. Compte tenu des difficultés économique en Palestine ceci est important.



Les 2 parcelles du champ restauré en 2014



Le champ avec les plantations en octobre 2015



La citerne remplie et les champs en arrière plan

Champ de la route 60



Vue du champ en fin de chantier, la route 60 au fond

Ce champ de 2,7 ha est particulièrement bien situé. Il est plat, le long de la route 60 qui relie Jérusalem à Hébron. Le lieu est stratégique entre le village et la route. Il est aussi très visible par toutes les personnes qui passent sur la route 60 et en particulier les colons extrémistes d'Hébron. Le chantier aurait dû commencer en 2014 mais le champ a servi de dépôt pour le chantier d'une nouvelle canalisation d'eau. La remise en état a eu lieu en 2015 : nivellement, construction de murets tout autour, aménagement

d'une plate-forme près d'un petit bâtiment existant afin d'en faire un lieu de marché local. Une citerne récupérant l'eau de pluie est prévue. Elle sera réalisée partiellement début 2016, faute de financement complémentaire.

La plantation de 2 200 arbustes (abricots, coings, pêches, vignes) a eu lieu à l'automne 2015, avec l'aide de Palestinian Voluntary Work Committee (PVWC) et de l'Arab Group for Protection of Nature.

A l'automne 2015 l'armée israélienne a déposé sur le chantier des ordres d'arrêt des travaux.



Center for Freedom and Justice a saisi ses avocats israéliens pour contester la mesure. En effet le terrain est bien en pleine propriété palestinienne légalement. En décembre 2015, suite à des incidents dans la région de Hébron et à Beit Ommar et pour enfermer le village de Beit Ommar, l'armée israélienne a pénétré dans le champ, détruisant une partie des plantations pour faire une barrière avec des tas de terre. Le MAN a réagi en interpellant l'ambassade israélienne, les régions PACA et Rhône-Alpes ainsi que le Consulat de France à

Novembre 2015 l'armée israélienne a bloqué l'entrée du champ Jérusalem. Celui-ci a interpellé les autorités israéliennes.

En janvier, suite aux réactions semble-t-il, l'armée israélienne a mis en place une grande barrière le long de la route 60, mais allant jusqu'à bloquer l'accès au champ et donc la possibilité de faire le marché local. Après négociation il a été convenu qu'un grillage de 2 m soit placé sur la murette par le Center, en échange du démontage de la clôture israélienne. Le grillage a été posé mais l'armée n'a pas démonté sa clôture, entraînant une gêne considérable pour le projet.

Nous voyons comment la politique d'occupation par l'armée israélienne vise à limiter le développement économique de la Palestine, en s'appuyant sur des motifs sécuritaires.

Formations réalisées notre partenaire

Le partenariat a permis la réalisation de nombreuses formations visant en particulier les jeunes :

Formation sur la «sécurité» en novembre 2014,

Formation de «leadership» en février et mars 2015,

Formation juridique sur la situation de la zone C en avril 2015,

Animation pour les jeunes en mai 2015.

Des cycles de formation sur la résistance non-violente ont eu lieu à l'université de Hébron et de Bethleem avec Youssef SABRNH.



Formation dans le local du Center for Freedom and Justice

Campagne Save the Land

Des actions non-violentes pour le maintien de l'agriculture en Palestine ont eu lieu tout au long de notre partenariat :

- en novembre 2014 plantation d'oliviers près de Bethléem sur des terres bloquées derrière une colonie israélienne,

- en janvier et février 2015 plantation de 800 arbres auprès de 20 fermiers et distribution de matériel et d'engrais auprès de 8 fermiers. En lien avec Jerusalem Fund,

- participation à la campagne de plantation dans la vallée du Jourdain en février 2015,

- actions contre les mesures d'occupation de la zone C en lien avec le Comité Populaire de Résistance en mars 2015.



Plantation d'arbres pour l'occupation des terrains agricoles

Camp d'été pour enfants en 2015

60 enfants ont participé au camp du 1 au 8 août 2015 à Beit Ommar : visites historiques, animations artistiques, danse, sports étaient au programme. 200 parents et amis se sont mobilisés le 10 août pour un festival de restitution.

En 2016 une nouvelle édition de ce camp a été organisée avec l'association israélienne Windows for communication.



Camp d'été pour les enfants en 2015

Rencontre de femmes en mars 2015



Rencontre de femmes dans la vallée du Jourdain

de Beit Ommar.

Le Center for Freedom and Justice organise chaque année autour du 8 mars des conférences autour des de la situation des femmes en Palestine, souvent en invitant des intervenantes israéliennes et internationales.

En 2015 la conférence a eu lieu dans la Vallée du Jourdain, en lien avec Jordan Valley Solidarity.

En 2016, les 19 et 20 mars, le Center for Freedom and Justice a organisé une rencontre de femmes avec le soutien de la municipalité

5. LES RÉALISATIONS DANS LA VALLÉE DU JOURDAIN

Réfection de la route de Fasayel

Le village de Fassayel se situe au nord d'Al Auja. Il est constitué de 3 hameaux. L'autorité israélienne interdisant les investissements, la route d'accès reliant un des hameaux à la grande route n'était pas goudronnée. Il était difficile de circuler pour les habitants, surtout en hiver où la rue est inondée et abîmée par les pluies. JVS a décidé de remettre en état cette route, par la réfection du chemin et le bouchage des ornières. Lorsque la route fut réparée, le gouvernerat de Jéricho proposa la pose d'un revêtement de goudron, ce qui fut accepté par l'occupant.



Renforcement de la route avant bétonnage

Plantations

Des travaux de remise en état de plantation autour de la maison occupée par JVS à Fasayel ont eu lieu en septembre 2014 et ont consisté en l'arrachage des anciens arbres et la mise en clôture du site. La plantation d'arbres et de plantes aromatiques et médicinales ont eu lieu au cours de 2015.



Arrachage des souches avant la pose du grillage et les plantations

Campagne Save the Land

Au cours de 2015 ce projet a visé à récupérer et réinvestir près de 1 ha de terre dans le village de Fassayel. Ces terrains étaient abandonnés par les agriculteurs depuis plusieurs décennies en raison du manque d'eau, conséquence directe de l'occupation israélienne. Il est important de planter sur ces terrains car l'État israélien se donne le droit de confisquer



Plantation avec pose des panneaux indiquant le soutien international

toute terre non utilisée depuis 3 ans. Des clôtures ont été mises autour des terrains afin de les protéger. Des réservoirs d'eau ont été installés, avec des tuyaux pour permettre l'arrosage des arbres.

En janvier 2015 des ordres de «remises en état» des terrains ont été donné par l'armée israélienne sur un des terrains.



Formation dans la vallée du Jourdain

Formations

- formation juridique pendant 5 jours en mai 2014,
- rencontre des femmes en lien avec le Center en mars 2015,
- trois enquêtes ont eu lieu sur la situation de vie dans la vallée du Jourdain : éducation – santé – élevage.

Machine à briques

En lien avec le projet de laiterie, JVS a construit une machine qui permet de fabriquer des briques de terre.



La machine à briques

La technique ancestrale de l'adobe est ainsi utilisée pour la construction de maison sans impact écologique majeur, et sans utilisation de ciment issu d'entreprise israélienne. L'interdiction quasiment systématique de construire en zone C pour les palestiniens fait que les maisons sont détruites par l'armée israélienne régulièrement. En construisant en terre, il est possible de récupérer la terre sur place pour reconstruire.

La machine a été mise au

point avec l'aide d'autres partenaires, en particulier suisses, au cours de différentes phases d'amélioration.

Le projet a permis la construction en 24h par une équipe de volontaires internationaux et palestiniens d'un espace communautaire à l'aide de cette machine.



La maison communautaire construite avec les briques de terre

La laiterie

Les objectifs du projet était d'améliorer les activités agricoles et favoriser la production locale, d'améliorer la productivité et la qualité de la production et d'améliorer l'accès aux marchés locaux pour les éleveurs.

Nous avons comme exigence que le projet soit fiable économiquement, repose sur un regroupement d'agriculteurs monté en coopérative. En effet JVS n'ayant pas de structure juridique, il fallait avoir des garanties sur la propriété du bien et sur les capacités de gestion.

Dans le cadre des échanges initiées par la région Rhône-Alpes autour de la Palestine, nous avons eu le contact avec Issa Elshatleh et l'association ACAD. Celui-ci a fait une étude qui a montré que le projet n'était pas simplement d'avoir un bâtiment mais était beaucoup plus global en terme agricole :

- nécessité d'un suivi sanitaire strict des troupeaux : une bête malade peut détruire la production de l'ensemble de la laiterie,
- problème de la conservation du lait avant collecte : actuellement les fermiers transforment leur lait sur place immédiatement après la traite. En cas de collecte il faut prévoir des tanks réfrigérés, avec les problèmes de coupure électrique fréquente pour les palestiniens,
- collecte du lait à assurer : il faut acheter un camion réfrigéré, mais les transports dans la vallée restent aléatoire au grès de la bonne volonté de l'armée israélienne. Si l'armée confisque le camion il faut en avoir un de rechange,
- la commercialisation des produits se pose : quel type de fromage fabriquer pour la consommation palestinienne ? Quels débouchés commerciaux sachant qu'il n'y a pas à priori pénurie de laitage actuellement (yaourt ou fromage) ?

Devant ces questions non résolues, avec l'absence de structure de gouvernance se mettant en place, et aussi avec le montant des investissements bien supérieur à nos capacités initiales, nous avons pris la décision de ne pas continuer cette action.



La maison proposée pour la laiterie

6. AUTOUR DU PROJET EN RHÔNE-ALPES

Réseau Palestine régional

L'organisation de ce partenariat a favorisé les contacts et les rencontres entre associations soutenant des projets en Palestine et soutenu par la région Rhône-Alpes. Nous avons participé activement aux différentes rencontres du réseau «Palestine» que la région a organisées. Nous avons pu constater l'importance d'une coordination entre les associations qui agissent sur le terrain. Par exemple la région a financé un bus pour les femmes à Jéricho, qui aurait pu être mis à disposition des différentes associations lors des voyages sur place.

Ils nous semblaient aussi important de croiser les informations entre les différents intervenants : nous constatons beaucoup d'associations sur le terrain, du côté français mais aussi du côté palestiniens. Les échanges permettent de mieux cerner la réalité du terrain, et de mesurer l'impact réel des aides apportées

Un véritable réseau était en train de se constituer grâce à ces échanges : AFRAT et TETRAKTYS autour du projet «le sentier d'Abraham», le Secours Populaire et les projets de soutien aux femmes à Jéricho, l'AFPS régional et les bassins à Al Aujat, Afak Bethléem et les activités artistiques à Jéricho, et le projet porté par le MAN et l'AFPS Drôme-Ardèche. Il est dommage que ce travail de concertation n'ait pas continué après les élections régionales.

Réseau Paix, Droits Humains et Coopération au développement

La région a initié un réseau regroupant les associations agissant sur la solidarité internationale, avec l'analyse partagée que le développement économique, le respect des droits humains et la recherche de paix étaient complémentaires et devaient interroger les acteurs dans les 3 domaines. Nous avons partagé nos expériences et celle du partenariat Palestine

s'inscrivait complètement dedans : un pays en guerre, un développement économique à renforcer parce qu'attaqué, des droits humains fondamentaux non respectés. Le MAN se retrouvait bien dans cette problématique. Les principaux acteurs étaient outre le MAN, l'École de la Paix de Grenoble, le CADR, Forum Réfugiés COSI, Agir Ensemble pour les Droits Humains, Resacoop, Institut des Droits de l'Homme de Lyon, Yerkir Europe, l'association d'amitié arabo-juive Raja Tikva, CIEDEL, Reporterre sans Frontière...



Muna dans l'atelier des Assises régionales de la Coopération Solidaire

Nous avons participé à l'organisation des Assises régionales de la Coopération Solidaire et, avec la venue des 4 femmes de Palestine en juin 2014, une rencontre a eu lieu avec les membres du réseau. Un regard croisé avec les invités maliens de l'École de la Paix de Grenoble a pu avoir lieu.

Ce réseau a permis la connaissance et la mutualisation de nos actions. Ainsi lors des Quinzaines Non-violence et Paix du 21 septembre au 2 octobre, des rencontres entre

membres du réseau ont pu avoir lieu.

C'est dans ce réseau que nous avons connu l'association Raja Tikva avec qui a été monté un projet de soutien à 3 associations israéliennes pour la paix, commencé en 2016.

Communes rencontrées

Dans la volonté du partenariat de travailler au soutien de la société civile avec le renfort des institutions, nous avons eu à cœur de rechercher des partenaires aux communes que nous avons rencontrées en Palestine.

Si pour Beit Ommar nous avons recherché du côté de la région PACA, en Rhône-Alpes nous avons pris des contacts et eu plusieurs rencontres avec les communes d'Annemasse et de Cruas qui étaient intéressées par une collaboration avec des villes de la Vallée du Jourdain (Al Jeflit et Fasayel).

Malheureusement ce travail de contact demande un investissement humain que nous n'avons pas pu fournir et il aurait fallu organiser des échanges directs. Les jumelages avec des villes palestiniennes posent plus de questions et sont plus compliqués à mettre en place d'un point de vue politique et technique qu'avec des villes d'autres pays.

Nous avons eu aussi des rencontres avec la commune de Saint-Fons, qui avait déjà soutenu en 2006 et 2007 les rencontres inter associatives israéliennes et palestiniennes.

Soirées publiques

Chaque année le retour des missions en 2013, 2014 et 2015 ont donné lieu à des réunions publiques à Lyon et en Ardèche. A chaque fois la présentation du voyage et des rencontres a sensibilisé les participants à la situation en Palestine, à la capacité de résistance de la population et aux perspectives apportés par le partenariat.

En avril 2014, 2015 et 2016 nous avons organisé des soirées publiques avec les délégation israélo-palestiniennes invitées en lien avec le Comité de Châteaubriant. Plusieurs réunions avec d'autres associations ont été organisées (CCFD, UJFP..).

En juillet 2014 avec la délégation de femmes nous avons organisé une soirée d'échange à Saint-Fons, dans la banlieue sud de Lyon.

Le Comité de Châteaubriant organisait des soirées publiques à chaque délégation à l'occasion de leur assemblée générale en avril.

En Drôme Ardèche les réunions publiques ont été nombreuses aussi.

- 23/24 Novembre 2013 Présentation du projet au «Week End Solidarité Palestine» de Romans devant plus de 200 personnes .
- 7 Septembre 2014 Présentation du projet à la Fête des Allobroges à Portes les Valence : 250 personnes.
- 9 Octobre 2014 Présentation du projet à Portes les Valence à l'invitation de «Portes Citoyennes» : 100 personnes.
- 11 Octobre 2014 Crest 26 à la fin d'une manif pour le peuple de Gaza le projet est présenté avant le départ de la délégation en Palestine devant 400 personnes.
- 22/23 Novembre 2014 Avancée du projet présentée au WE de Solidarité Palestine de Romans : 250 personnes.
- 22 Décembre 2014 Portes les Valence, restitution de la Mission en Palestine en présence des 3 élus et de Mousa ABU MARIA : 250 personnes présentes la veille de Noël. Les jeunes d'AJAM2France ont organisé un repas convivial pour tous les participants .
- 30 Août 2015 Fête de Allobroges à Portes les Valence 200 personnes.
- 31 Octobre 2015 Selma , Younes et Marc présente leur mission en Palestine à leur retour devant 200 personnes de l'Association Portes Citoyennes .
- 25 Novembre 2015 Retour de Mission présenté à Tournon devant 80 personnes.

7. LES RENCONTRES AUTOUR DU PROJET

Le projet que nous avons voulu ouvert à tout partenaire souhaitant soutenir Beit Ommar et la vallée du Jourdain a rencontré un intérêt certain auprès d'autres associations.

AJAM 2 France

Cette association de jeunes de Valence s'est investit dans la protestation contre les bombardements à Gaza en 2014. En lien avec l'AFPS 07-26 ce groupe a découvert le projet de partenariat et 2 jeunes ont accepté de participer à notre voyage d'octobre 2015. La rencontre de citoyens israéliens critiques vis à vis de l'occupation de la Palestine a été une révélation. La différence entre anti sioniste et anti sémite a pris sens avec ces rencontres. Aujourd'hui cette association a rejoint le projet de soutien aux associations israéliennes pour la Paix.

JVS Alberville

Cette association a été créée par 2 militants, Gérard et Patricia, qui vont souvent en Palestine et entretiennent une amitié suivie avec Rashed, l'animateur actuel de Jordan Valley Solidarity. Ils nous ont rejoint en particulier pour soutenir le projet de laiterie dans la vallée. Malheureusement ce projet ne va pas déboucher par manque d'organisations locales porteuses.

BDS 42

Le groupe de Saint Etienne de Boycott Désinvestissement Sanction contre Israël pour faire pression sur la création d'un état palestinien a rencontré Mousa ABU MARIA lors d'un de ses séjours en France.

Ils ont organisés des actions de soutien dont un tournoi de foot qui a permis de réunir plus de 1500 € en soutien.

AFPS Savoie-Chambéry

Dès le lancement du projet ce groupe local a participé au financement.

CBSP

Le Comité de Bienfaisance et de Secours aux Palestiniens a aidé le projet en 2014 et 2015. Cela a été l'occasion de rencontrer le groupe lyonnais et de tenir un stand lors de leur fête pour les 25 ans du CBSP à Lyon.

Agir pour l'Égalité - SOS Racisme

Le groupe lyonnais de SOS Racisme a organisé un voyage en Palestine en juillet 2015. Tout naturellement ils ont fait appel au MAN Lyon pour faire une formation sur la situation en Palestine, sur les enjeux du conflit et les attitudes à avoir en préparation du voyage.

Nous avons partagé nos contacts qui ont permis l'organisation du voyage avec de belles rencontres.

Une soirée de retour a eu lieu.

En mai 2016 une conférence sur la résistance non-violente a été organisée avec Mousa ABU MARIA et Serge PERRIN.

Artisans du Monde

Ce mouvement a lancé une campagne de vente de «dattes pour la paix» en provenance de la vallée du Jourdain. Nous avons répondu à leur invitation pour échanger sur les modalités concrètes du projet et en particulier sur le lieu précis de production et de transformation des dattes. Nous pensions que le fait de mettre en lien les différentes initiatives de solidarité internationale sur le territoire de la vallée du Jourdain serait intéressant. De même nous avons constaté que des ateliers de mise en boîte des dattes existaient à Jéricho.

Médias citoyens Rhône-Alpes

Suite aux contacts avec la région et à la demande de Mousa ABU MARIA, l'association Médias citoyens Rhône-Alpes a monté un projet de formation et d'accompagnement à la création d'un centre de médias citoyen en Palestine. Nos contacts ont permis les échanges. Le projet a été abandonné par la suite en cours de route, par manque d'acteurs locaux autre que le Center de Beit Ommar.

Agir Ensemble pour les Droits Humains

Nous avons été contacté par l'association AEDH qui a été sollicitée par Mousa ABU MARIA pour un soutien. Le fait que nous puissions servir de référence pour des actions à Beit Ommar est important pour les autres associations souhaitant soutenir des projets en Palestine.

Par les réseaux régionaux nos organisations se connaissent et échangent.

Suites après le projet

Le MAN est investit depuis plusieurs années sur la promotion de la non-violence dans la résolution du conflits israélo-palestinien. Notre approche ouvrant des pistes de médiation citoyenne entre la société civile israélienne et palestinienne est acceptée par les associations œuvrant pour une solution politique et pacifique au conflit.

Nous avons pu ainsi co animer un débat après la projection du film This land is my land au cinéma Zola de Villeurbanne. La soirée était organisée par l'Espace Hillel, centre culturel et social juif de Lyon dans le cadre du festival du film israélien.

En 2016 nous avons démarré le projet de soutien aux associations israéliennes pour la paix avec l'association Raja-Tikva et AJAM. Cette action est dans la continuité du partenariat initié avec des associations palestiniennes.

8. AUTOUR DU PROJET EN FRANCE

Plateforme des ONG pour la Palestine

En portant ce projet de soutien à l'agriculture à Beit Ommar et dans la vallée du Jourdain, il nous a semblé important de rejoindre la Plateforme des ONG pour la Palestine.

Cela a permis de présenter notre action. Nous avons demandé à la plateforme pour avoir des mises en relation avec les autres associations travaillant sur la vallée du Jourdain, mais sans succès.

Le MAN a animé une formation de la Plateforme sur l'attitude non-violente à avoir lors des interpellations publiques autour de la question palestinienne.

Ambassade de Palestine en France

Nous avons eu à cœur de présenter et de tenir informer la représentation palestinienne en France. Nous leur avons communiqué les rapports d'activités chaque année, en 2014, 2015 et 2016.

En particulier nous avons eu des contacts privilégiés avec M AL FAHOUM, chef de la mission, Noha RASHMAWI, Chef de cabinet de l'Ambassadeur, Safwat IBRAGHITH, responsable du partenariat et coopération bilatérale. Nos rencontres ont eu lieu avec Marc FERRAPIE (AFPS) et Serge PERRIN (MAN) et quelque fois avec la présence de Louis DAVID (Comité Châteaubriant).

CBSP

Le 4 novembre 2014 à Paris nous avons rencontré dans leurs locaux le Comité de Bienfaisance et de Secours aux Palestiniens, en présence de Mouloud BOUZIDI, directeur, Marc FERRAPIE et Serge PERRIN

Le CBSP, après une demande formulée par l'AFPS 07 avait accepté au printemps de soutenir à hauteur de 10 000 € le projet pour l'agriculture à Beit Ommar. Le CBSP a accepté de donner des subventions directement au MAN Lyon.

Nous avons été invité à la réception que le CBSP a organisé pour ses 25 ans à l'Institut du Monde Arabe le 12 juin 2015. Serge PERRIN a pu présenter à l'assemblée le travail du partenariat soutenu par cette organisation. Un soutien plus important de 20 000 € a été accordé en 2016.

CCFD

Le MAN a toujours eu de bonnes relations avec le CCFD. Si ce mouvement n'a pas soutenu le partenariat, nous avons une reconnaissance de notre expertise sur le sujet. Serge PERRIN a animé une formation nationale sur «comment parler du conflit en retour de mission sur place».

Avec le groupe de Lyon les liens sont étroits et une soirée commune MAN-CCFD a été organisée en avril 2015 avec de la délégation de palestiniens et d'israéliens

Café géo à Montpellier

Suite au voyage des jeunes en mars 2014, un des participants, géographe, nous a mis en relation avec les organisateurs des «café-géo». C'est ainsi que le 7 avril 2015, Serge PERRIN et Chloé YVROU ont animé un café géo à Montpellier sur le thème : «Palestine-Israël : une question de territoires». Le partenariat a été présenté, ainsi que les démarches de nos associations.

Divers rencontres politiques

Nous avons eu l'occasion de rencontrer Xavier BRETON, député LR de Bourg en Bresse et membre du groupe d'amitié France-Palestine.

Au sénat la sénatrice PS Christiane DEMONTES nous a reçu en mars 2013, alors que nous préparions le partenariat.

En septembre 2012 nous avons rencontré Marc BARETY, Directeur adjoint Afrique et Moyen-Orient au Ministère des Affaires Etrangères avec Erik LALOY, de l'AFPS.

A Marseille nous avons participé à une rencontre le 8 juin 2015 sur «le Dialogue Israélo Palestinien et Société Civile» organisée par le Groupe d'Aix et la région PACA. Nous y avons rencontré Patrick ALLEMAND, 1^{er} vice président PACA à la solidarité internationale, Kamel HEMEID, gouverneur d'Hébron et Ludovic POUILLE, remplaçant de Marc BARETY à la Direction Moyen Orient du MAE.

Une rencontre a eu lieu au Parlement Européen en décembre 2014.

Elus Ardéchois rencontrés pour une présentation du projet

- Marc BOLLOMEY, Vice Président du Conseil Général Ardèche, chargé de la Solidarité Internationale
- Maurice WEISS, Vice Président du Conseil Général Ardèche, chargé des Finances
- Robert COTTA, Vice Président du Conseil Général Ardèche et Maire de Cruas
- Denis DUCHAMP, Vice Président du Conseil Général Ardèche
- Sabine BUIS, Députée de l'Ardèche et Conseillère Départementale

En 2014 nous avons présenté le partenariat à des élus de la commissions relations internationales de la région rhône alpes.



Panneau devant un des champs à Beit Ommar



Panneau à Fasayel

9. BILAN FINANCIER

Dépenses

Bien que nous n'avons pas pu obtenir toutes les subventions demandées, le partenariat a pu bénéficier d'un montant important de financement.

Au total entre 2013 et 2016 les dépenses se sont élevées à **193 655 €**

Il y a eu **105 800 €** transférés au Center for Freedom and Justice, et 87 855 € de dépenses en France.

Pour les dépenses en France il y a eu 23 075 € de salaire, 15 785 € de charges sociales et 46 223 € de frais de déplacements.

Parmi ces déplacements notons particulièrement :

- voyage préparatoire en Palestine - septembre 2013 = 1 844 €
- voyage des jeunes français en Palestine - mars 2014 = 2 530 €
- voyage des palestiniens et israéliens en France - avril 2014 = 5 971 €
- voyage à Sarajevo en juin 2014 = 1 334 €
- voyage des femmes palestiniennes en France - Juin-juillet 2014 = 2 078 €
- voyage de français en Palestine - octobre 2014 = 4 232 €
- accueil d'une palestinienne en juillet 2015 = 1 220 €
- formation des 4 agriculteurs palestiniens en France - septembre 2015 = 12 252 €
- voyage octobre 2015 = 3 547 €
- voyage des palestiniens et israéliens en France - avril 2016 = 723 €.

auquel se rajoute les déplacements en France (délégation à Paris, Strasbourg, Marseille, Annemasse, Cruas...).

Recettes

Sur les 3 ans nous avons reçu des subventions importantes de :

- Région Rhône-Alpes : 2 subventions de fonctionnement de 36 020 € et de 36 000 €, plus une subvention d'investissement de 33 980 €, sur laquelle nous rendons un dossier de clôture avec 17 147 € de justificatifs. Au total ce sera une subvention de 89 167 €.

Pour la région PACA nous avons obtenu une subvention de fonctionnement de 10 000 € (pour la conférence des femmes en 2015 et la formation des agriculteurs en 2016) et une subvention d'investissement de 25 000 € pour la réfection des champs à Beit Ommar, soit un montant total de 35 000 €

Le CBSP a donné 10 000 € en 2014 et 20 000 € en 2016 (pour le budget 2015) soit 30 000 €.

L'AFPS Drôme Ardèche a donné 3 fois 5 000 € et participé à la prise en charge des frais de déplacements pour 5114 €, soit un total de 20 114 €.

L'AFPS Savoie-Chambéry a donné 3 000 €.

Le Comité BDS 42 a donné 1 666 €.

Le MAN Lyon a collecté 3 183 € en 2014, 3 224 € en 2015, 1 905 € en 2016, soit 8 312 €.

L'ensemble représente 180 307 € reçus.

Solde

Il restera un solde négatif pris en charge par le MAN Lyon de **- 11 605 €**

Ceci en comptant que la région Auvergne Rhône-Alpes paye en 2017 le reliquat de subvention de 18 000 € sur la subvention de fonctionnement 2015 et 6 953 € sur le solde de la subvention d'investissement.

Pour une petite association comme le MAN Lyon c'est un investissement important qui dépasse le coût des actions habituellement menées.

10. DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

Dans la vie du projet

Langues

Nous utilisons l'anglais comme langue commune. Cela pose énormément de problème puisque tous les militants français et palestiniens ne maîtrisent pas correctement cette langue.

La conséquence est un manque de précision dans les échanges avec une grande partie des acteurs locaux de terrains, institutionnels ou agriculteurs. Souvent il était difficile de rentrer dans le détail et de faire apparaître les problèmes.

Des échanges en arabe ont pu avoir lieu avec des français arabophones d'origine maghrébine. Cela a été d'un grand intérêt lors de la formation des agriculteurs en France (nous avons pris un interprète arabophone) et avec notre partenaire AJAM de Valence sur place en Palestine.

Les échanges entre jeunes sont facilités par la maîtrise de l'anglais. De même que l'utilisation des réseaux sociaux et de facebook en particulier, qui permet la correspondance avec les jeunes qui sont venus en France.

Quelque fois nous avons pu échanger avec des palestiniens francophones (souvent ayant fait des études en France). Cela a permis de pointer des difficultés culturelles, voir politiques avec nos interlocuteurs du partenariat.

Par exemple le sens du mot «association» semble ne pas avoir le même sens en arabe que pour des français. Si pour nous cela renvoie à une structure juridique précise de la loi 1901, nous avons pu constater que pour nos interlocuteurs cela amalgame coopérative, collectif, entreprise, regroupement sans structure...

Les documents de propriétés ainsi que les ordres reçus de « l'occupant » sont écrits en hébreu et en arabe ce qui posent des problèmes de compréhension pour nous français.

De même les factures sont écrites en arabe, et la monnaie est soit de l'euro soit des shekels israéliens et cela n'est pas toujours précisé.

Ce problème de langue d'échange accentue les différences culturelles entre les membres du partenariat, ici et là-bas.

Gestion financière

Notre partenariat reposait sur un montage financier complexe incluant des subventions de fonctionnement et d'investissement, de deux régions différentes.

Une grosse difficulté que nous avons rencontré a été l'établissement des bilans financiers de l'opération.

En effet il nous a fallu fournir les dossiers de bilan en découpant les différentes dépenses selon les subventions reçues :

- investissement / fonctionnement
- région PACA / région RA.

Ces dossiers comprennent la copie de toutes les factures justificatives.

C'est très chronophage de réaliser ces dossiers :

- récupération des factures – ce n'est pas aussi évident en Palestine qu'en France,
- traduction de l'objet, du nom de l'entreprise et du montant de chaque facture,
- répartir celle-ci entre les différentes activités pour les placer dans chaque sous compte subventionné du projet,
- rédiger les compte-rendus techniques et financier.

Pour déposer des dossiers il faut présenter des budgets prévisionnels. Entre le Center for

Freedom and Justice, Jordan Valley Solidarity et le MAN, cela n'a pas été facile de mettre en équation les demandes des partenaires (budget prévisionnel souvent sur-évalué, coût du personnel calqué sur les coûts français...) et les possibilités de subventions. Bien que nous ayons eu de nombreux échanges à ces sujets, nous pensons que les partenaires ne se sont pas vraiment investis dans l'élaboration des budgets et des dossiers de bilan.

Une autre très grosse difficulté a été la demande de fournir des devis pour la subvention d'investissement pour la région PACA. Déjà il n'est pas simple d'avoir des factures, mais avoir des devis c'est encore plus difficile.

Agenda des dossiers

Nos partenaires n'ont pas toujours intégré qu'il est nécessaire de prendre un certain délai entre le moment de la demande et le début des travaux : 3 mois pour la région PACA (et maintenant avant le 31 octobre de l'année précédente). Ainsi il n'a pas été possible de faire une demande à la région PACA pour le chantier du champ de la route 60, qui a commencé début 2015, alors que nous n'avions pas terminé le précédent dossier d'investissement pour les deux premiers champs.

Un autre élément est le délai de réponse des institutions. Ainsi les subventions PACA de fonctionnement et d'investissement demandées en 2014 n'ont été accordées que le 17 octobre 2014. Pour le CBSP la réponse à la subvention 2015 a été donnée en mars 2016. Cela génère des décalages entre le moment où les partenaires font les actions, le moment où le MAN Lyon envoie l'argent et le moment où le MAN Lyon reçoit l'argent. Ces décalages sont sources de tensions et d'incompréhensions comme nous le verrons plus tard.

Evolution des budgets

Une autre difficulté que nos partenaires n'ont pas bien intégrée est la différence entre les budgets prévisionnels, comprenant les subventions que nous demandons et le budget réel avec les subventions effectivement obtenues. Cela demande des adaptations du projet tout au long de l'année.

Sans doute un manque de communication entre nous, ou une incompréhension entre nous a fait que les engagements de travaux ont été pris à Beit Ommar sans que nous puissions les financer.

Des quote-parts maximum de subvention existent (80 % pour la région PACA) ce qui oblige à présenter des dossiers avec des sources de financement complémentaires.

Avance sur les subventions

Les Conseils régionaux ne versent qu'une partie au départ des subventions accordées (50 % pour RA – 60 % pour PACA). Le solde n'est donné que sur présentation des rapports et des factures, donc lorsque les dépenses ont été effectuées.

Le MAN a voulu aider au maximum ses partenaires, en envoyant de l'argent pour financer les travaux avant d'avoir perçu les subventions .

Le MAN Lyon a ainsi «fait la banque» et s'est retrouvé «à découvert», l'obligeant à emprunter à la structure fédérale du MAN et à des militants.

Le découvert sur l'action partenariat s'est élevé à 11 293 € fin 2013, à 40 575 € fin 2014, à 54 876 € fin 2015 et à 31 348 € fin 2016.

Lorsque la région Auvergne Rhône-Alpes soldera la subvention de fonctionnement et d'investissement, le MAN Lyon restera avec le paiement de 11 605 € sur l'action.

Nous avons eu l'impression que nous étions considéré comme des «banquiers» qui devaient fournir de l'argent puisque les associations palestiniennes en avaient besoin...

Ce n'est pas exactement comme cela que nous avons envisagé un partenariat égalitaire.

Cela semble d'autant plus injuste que certaines personnes croient que le MAN a tiré un bénéfice financier sur l'action.

Application des budgets

Nous justifions des demandes de subvention pour différentes actions.

Dans la réalité, les actions ne se déroulent pas toujours comme prévue. Il est alors nécessaire de faire des modifications vis à vis des financeurs. Ainsi la demande de subvention d'investissement à Beit Ommar pour la région PACA était justifiée par le terrain proche de la route 60. Comme celui-ci n'était pas libre début 2015, le Center a fait des aménagement sur deux autres champs situés à proximité de la colonie Karmi Sur. Du coup il a fallu faire une modification en mars 2015 auprès de la région PACA pour changer le lieu du projet. En 2015 lorsque les travaux d'investissement dans le champ de la route 60 ont été engagés, il aurait fallu refaire une demande de subvention à nouveau pour le même champ.

Le plan comptable français n'est pas le même qu'en Palestine. D'autre part il est très important de séparer les dépenses d'investissement et de fonctionnement (financées par des subventions et des comptes différents). Il a donc fallu reconstituer les budgets selon le plan comptable pour faire les rapports financiers aux régions.

Nos partenaires ont tendance à utiliser indifféremment l'argent reçu, sans tenir compte des affectations pré définies. Cela a engendré des tensions entre le Center qui recevait l'argent et JVS qui n'avait pas toujours l'argent que nous lui destinions. Cela a failli entraîner une rupture entre les deux partenaires palestiniens au cours de l'année 2015.

Évaluation des dépenses et coût des déplacements

Si nous avons été obligés de limiter les dépenses en particulier salariales dans les budgets prévisionnels, il faut reconnaître que les déplacements des palestiniens sont très impactés par l'occupation et les entraves volontaires des autorités israéliennes.

Pour un israélien il y a des lignes régulières Tel-Aviv à Lyon, pour des coûts inférieur à 500 €.

Pour un palestinien il n'est pas possible de rejoindre Tel-Aviv (interdiction de pénétrer en Israël et souvent à Jérusalem non plus). Il faut donc sortir du territoire palestinien par le pont d'Allenby et prendre un avion à Amman (Jordanie). Les coûts sont nettement plus élevés (près de 1 000 € par trajet) et c'est souvent avec plusieurs correspondances pour avoir des tarifs moins chers (transit par d'autres villes).

Les délais d'attente pour sortir de Palestine obligent à prévoir une journée en avance, avec des frais de taxi importants voire des nuits d'hôtel à Amman.

Les visas sont accordés par l'ambassade française à Jérusalem. Mais les délais d'un visa Schengen sont maintenant de 3 semaines. Il faut donc préparer les documents et acheter les billets d'avions bien en avance. L'ambassade a toujours essayé de faire en sorte que les visas soient délivrés dans les temps mais c'est souvent difficile pour les partenaires palestiniens de prévoir un mois à l'avance.

Les visas sont à retirer à Jérusalem, avec des jours et des horaires précis, obligeant les palestiniens à se déplacer ce qui n'est pas évident pour eux.

En France

Dispersion des programmes

Nous avons pu constater une grande dispersion des actions de solidarité depuis la France en Cisjordanie (et vers Gaza mais compte tenu du blocus matériel et humain c'est encore plus difficile). C'est l'une des raisons qui nous avaient poussé à proposer un partenariat ouvert à toutes les acteurs qui voudraient soutenir Beit Ommar ou la Vallée du Jourdain (sur le territoire de Jéricho). Si plusieurs associations nous ont rejoint, ce n'est pas dans la «culture» de solidarité avec la Palestine que de grouper des initiatives.

Nous avons interpellé la Plateforme des ONG pour la Palestine, en particulier pour la vallée du Jourdain où plusieurs groupes AFPS et d'Artisans du Monde avaient déjà des actions. Nous voulions essayer d'avoir une coordination sur les différents villages et acteurs. Cela n'a pas pu se faire.

Sans doute du fait des dynamiques de relations différentes, déjà établies, mais sans aucun doute aussi un manque de volonté politique.

Un autre phénomène que nous avons pu constater est l'extrême personnalisation des palestiniens soutenus. Plus que des organisations, ce sont des individus qui sont soutenus. Des relations d'amitiés inter personnelles se créent (ce qui est normal) mais qui peuvent entraîner des confusions sur le sens politique et collectif de la solidarité.

La coopération et la solidarité se mélangent à l'humanitaire. La situation extrêmement difficile des palestiniens sous occupation israélienne favorise cette approche au détriment d'une démarche plus collective et des stratégies de soutien économique et sociale à la société palestinienne.

Chaque semaine des palestiniens viennent en France participer à quelques réunions publiques. Il y a toujours un ou deux groupes français pour les inviter. Il arrive que plusieurs soirées de soutien soient organisées dans les grandes villes, sans concertation véritable.

Cette dispersion des soutiens en France fait que les palestiniens sont amenés à chercher des soutiens dans une sorte de «marché» des associations françaises : tel association est sollicitée pour un projet, tel autre pour de l'argent, des fois pour le même projet... Est-ce vraiment efficient ?

Les voyages en Palestine sont un moyen de soutenir la résistance de la population. Nous avons pu voir de nombreux déplacements de français en Palestine ; mais les conditions d'hébergement ne sont pas bien définies : accueil chez les leaders locaux, avec ou sans contrepartie financière, montant des repas pris chez les «amis», achat de cadeaux... Ces différences sont sources de confusions et de malentendus, voir de tensions entre palestiniens.

Les problèmes de compréhension (l'anglais n'est pas toujours maîtrisé par les militants français et pas toujours correctement pas les palestiniens) sont aussi sources de mal compréhension et de mauvaise analyse sur ce qui se passe réellement sur le terrain de la résistance populaire et non-violente palestinienne.

En Palestine

La tentation est grande pour les palestiniens (anglophones) « d'utiliser » les multiples soutiens pour sortir du territoire, avoir des revenus, être reconnu comme leader dans la communauté.

Avec la fragmentation du territoire palestinien et les gênes aux déplacements, l'éclatement de la résistance est favorisé.

Nous n'avons pas pu vraiment constater une coordination du côté palestinien. Tout le monde se connaît plus ou moins mais chacun tisse ses propres relations pour faire son activité. Ainsi à Beit Ommar Younes Arrar a créé un «comité populaire» après avoir quitté le Center et a ainsi pu venir en France suite à l'invitation d'un groupe AFPS.

De même les relations étaient inexistantes entre le Center et JVS. C'est notre volonté de travailler sur les deux secteurs, et la perspective d'un financement commun qui a incité les deux associations à travailler ensemble. Cela n'a pas été simple et a entraîné des confrontations entre les deux «leaders» Mousa ABU MARIA et Rashed KHUDAIRY.

11. ÉPILOGUE

La région Rhône-Alpes ayant changé de majorité, le budget de la solidarité internationale a été fortement réduit (des 2/3). Nous n'avons pas pu continuer à soutenir financièrement le partenariat en 2016.

Heureusement le CBSP a apporté une aide conséquente permettant de rembourser les envois d'argent réalisés en 2015.

Mousa ABU MARIA qui a commencé à venir en France pendant plusieurs semaines depuis décembre 2015, en dehors du cadre partenarial, a tissé des relations avec d'autres français. Ces personnes ont préféré développer leur propre lien interpersonnel avec Mousa plutôt que de s'inscrire dans une démarche collective.

Pensant sans doute obtenir plus de soutien et d'argent que ce que nos organisations avaient déjà obtenus, Mousa ABU MARIA a pris des contacts directement avec nos interlocuteurs financeurs, sans notre intermédiaire.

Il s'en est suivi des incompréhensions sur les financements, des suspicions et à partir de juin 2016 (lorsque nous avons reçu l'argent du CBSP promis depuis le 3 mars). Mousa ABU MARIA a lancé des accusations graves de détournement de l'argent du partenariat au profit du MAN, voir des salariés du MAN. Ceci ne correspond pas à la réalité, les budgets prévisionnels et les demandes de subvention obtenues étant respectées. Était-ce une tentative d'intimidation ? De rupture pour monter d'autres projets avec d'autres partenaires ?

Toujours est-il qu'il est très désagréable que des militants soient mis en cause, sur des accusations non fondées et non étayées. Il s'est avéré que Mousa ABU MARIA ne connaissant pas vraiment les budgets et les demandes de subventions. Tous les documents avaient pourtant été transmis au Center (et copie Mousa), et en particulier les conventions de subventions des régions.

Nous sommes obligés de constater que Mousa ABU MARIA n'a pas été capable d'avoir des relations correctes avec les différents interlocuteurs que nous avons rencontrés :

- avec JVS il y a tenté de court-circuiter l'association en contactant directement le gouverneur de Jéricho ; il y a tenté de récupérer des volontaires internationaux de JVS,
- avec l'association Médias Citoyens Rhône-Alpes le projet avec été mis en place et financé mais les partenaires palestiniens n'ont finalement pas voulu travailler avec Mousa ABU MARIA et le projet a dû être arrêté,
- une proposition lui avait été faite pour qu'il apprenne le français à St Etienne mais Mousa ABU MARIA a refusé, mettant dans l'embarras les personnes s'étant engagées pour lui.



Reconversion des douilles israéliennes à Beit Ommar...

12. BILAN FINAL

Notre projet reposait sur le «renforcement de la société civile palestinienne», et en particulier deux associations.

Malgré les problèmes rencontrés JVS n'a toujours pas souhaité se constituer en organisation officielle, ce qui est un choix politique que nous respectons mais qui a limité nos possibilités de soutien et le développement de ce mouvement.

Center for Freedom and Justice ne semble pas avoir renforcé son impact non-violent sur les jeunes de Beit Ommar où les affrontements avec l'armée israélienne sont très fréquents et peu organisés d'après ce que nous avons vu sur place. Après sa rupture avec nous, Mousa ABU MARIA a effectué un rapprochement avec Younes ARAR. Younes a été directeur du Center for Freedom and Justice qu'il a quitté fin 2012 suite à un différent avec Mousa ABU MARIA. Younes a alors mis en place un Comité Populaire de Résistance à Beit Ommar, avec l'aide de Youssef ABU MARIA, frère de Mousa. Cela nous laisse à penser que leur différence semble plus liée aux possibilités de soutien international qu'à une réelle différence de stratégie.

Nous avons permis la réalisation de vrais projets agricoles, avec des capacités de financement de plusieurs salaires sur place. C'est déjà bien et nous l'espérons pérenne.

Nous avons permis aux deux associations de faire des actions dans l'agriculture, dans des formations, dans le maintien de leur capacité de résistance, mais la pérennité ne semble pas assurée pour un développement associatif démocratique et populaire.

Nous avons permis la mise en réseau de Palestiniens avec des Français, en particulier des jeunes, qui communiquent très régulièrement entre eux.

La rencontre avec des militants israéliens antisionistes a posé le contexte israélo-palestinien en terme politique et non religieux. C'est une avancée de la construction du «vivre ensemble» en France. En cela le projet a permis une vraie sensibilisation au dialogue entre israéliens et palestiniens.

Enfin le projet a permis l'embauche pendant un an d'une personne qui continue aujourd'hui de s'investir dans la solidarité internationale.

C'est une vraie difficulté d'apporter une aide financière importante à des petites structures.

Cela pourrait renforcer l'idée qu'il vaut mieux passer par les grosses structures établies, avec tous les problèmes posés (super structure humaine, monopolisation de sommes importantes et des retours limités sur le terrain, auprès de petites structures, institutionnalisation de l'aide au développement sans développement réel).

Mais nous pensons qu'il faudrait mieux avoir des soutiens plus faibles financièrement parlant, sur ces projets mobilisant l'action citoyenne et une prise en charge communautaire. Il faudrait sans doute imposer une participation financière des acteurs locaux (50 % par exemple) afin que l'implication soit totale.

Sinon il faut prévoir des formations et un suivi sur le terrain par des salariés internationaux des projets ; cela s'apparente à une démarche colonialiste ce que nous voulions écarter dès le départ.

Les destructions systématiques de l'armée israélienne ne font que renforcer ce sentiment du mythe de Sysphise en ce qui concerne la construction d'une économie dans une Palestine occupée.

Comme nous l'avait dit des palestiniens rencontrés : «votre travail est de nous apporter la liberté en faisant pression sur vos gouvernements. Pour l'argent nous avons ce qu'il faut chez nous : si les riches palestiniens voulaient payer la reconstruction des maisons détruites, ils pourraient le faire sans votre argent».

13. ANNEXES

Flyer présentant l'action

Le conflit israélo-palestinien en quelques mots

Le conflit israélo-palestinien débute officiellement le 14 mai 1948, jour de la création de l'État d'Israël. Il prolonge les tensions entre les communautés arabe et juive de la région depuis que la Palestine a été promise aux organisations sionistes par l'Angleterre, entraînant une immigration croissante et rapide.

Les enjeux du conflit

Un enjeu de territoire masqué derrière des revendications nationalistes et religieuses (reconnaissance mutuelle des deux peuples ; création d'un État palestinien aux côtés d'Israël ; contrôle des lieux saints).

Enjeux géostratégiques (partage et de l'exploitation des ressources naturelles et notamment de l'eau et de la terre).

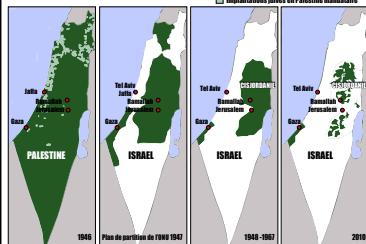
L'occupation militaire israélienne d'une grande partie du territoire palestinien.

Suite aux Accords d'Oslo, la Cisjordanie est morcelée en différentes zones : zone A, B et zone C (60%) entièrement sous contrôle israélien. La ville d'Hébron normalement en zone A est séparée en deux zones : H1 sous contrôle palestinien, et H2 sous contrôle israélien.

La multiplication de colonies israéliennes sur le territoire palestinien se traduit par l'émiettement du territoire de la Palestine, l'entrave à la circulation des Palestiniens (mise en place de check-points, etc.), et l'accaparement de la grande majorité des ressources naturelles (terre, eau...). Nous sommes témoins d'une volonté d'élimination du peuple palestinien.

ÉVOLUTION DE LA PALESTINE DEPUIS 1946

Territoires israéliens contrôlés civil et militairement
Territoires palestiniens
Implantations juives en Palestine mandataire



Les partenaires

Center for Freedom and Justice

Le Center For Freedom and Justice est une organisation palestinienne créée en 2009 dans le village de Beit Ommar. Il œuvre pour l'instauration des droits humains, de la démocratie, de la sécurité, de la paix et du développement économique.
www.center4freedom.org



Jordan Valley Solidarity

Jordan Valley Solidarity est un réseau réunissant des Palestiniens de toute la Vallée du Jourdain et des sympathisants internationaux. Son objectif est de protéger l'existence des Palestiniens dans la Vallée du Jourdain.
www.jordanvalleysolidarity.org



MAN - groupe de Lyon

Le Mouvement pour une Alternative Non-violente a pour objectif de promouvoir la non-violence et de faire valoir son apport spécifique dans la résolution des conflits, dans la vie quotidienne, dans l'éducation et les luttes sociales et en solidarité internationale.
www.nonviolence.fr



AFPS - groupe Drôme-Ardèche

AFPS soutient le peuple palestinien dans sa lutte pour la réalisation de ses droits nationaux. Elle agit pour une paix réelle et durable, en lien avec le peuple palestinien.
www.france-palestine.org



Comité Palestine Israël Méditerranée du Pays de Châteaubriant

Fort de 400 adhérents, le Comité s'est engagé dans le soutien à la construction de chemins à Beit Ommar, ce qui permettent aux paysans palestiniens d'accéder à leurs champs. Il favorise le maintien des paysans et des ruraux en les aidants à se structurer économiquement en coopératives ou groupements afin de créer une dynamique d'ensemble.



Renforcement des sociétés civiles dans la culture de non-violence et dans des projets agricoles

Non-violence et maintien de l'agriculture en Palestine

Un partenariat



Beit Ommar



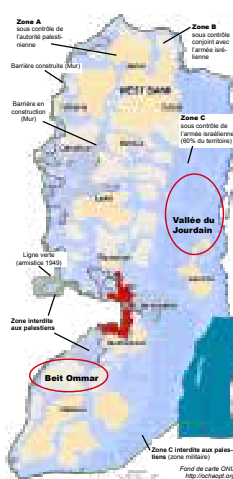
Vallée du Jourdain



Mouvement pour une Alternative Non-violente
187 montée de Choulans
69005 LYON
04 78 67 46 10
palestine@nonviolence.fr
www.nonviolence.fr

Groupe 07-26
Contact
Marc FERRAPIE
04 75 07 37 74
marc.ferrapie@orange.fr

Beit Ommar et Vallée du Jourdain



La commune de Beit Ommar, comme la Vallée du Jourdain, sont des territoires très fertiles. L'agriculture y est l'activité principale.

Les deux régions sont également sous contrôle israélien intégral (zone C). La confiscation des ressources en eau par les autorités israéliennes, ainsi que le vol des terres par les colons israéliens, y sont particulièrement importantes. L'impact sur les communautés palestiniennes est sévère : difficultés économiques d'une part, mais aussi éloignement des populations – et surtout des jeunes – de la vie politique et citoyenne. Dans ce contexte de désillusionnement, les animateurs des associations partenaires organisent des actions de résistances non-violentes. L'objectif général de ce programme est de favoriser une approche globale des problèmes posés aux palestiniens de la zone C de la Cisjordanie.

Il défend l'idée que résistance non-violente se conjugue avec développement local : pour les communautés palestiniennes, « exister c'est résister ».

Ce partenariat est soutenu par :

AFPS Savoie - Rhône
MAN Fédéral



Le projet

Ce partenariat comporte 2 axes :

Soutien à la résistance non-violente, populaire et citoyenne

Le programme de coopération citoyenne vise à renforcer les capacités des acteurs locaux de la société civile et à diffuser une culture de non-violence et de paix afin de permettre une solution politique au conflit.

- aider les jeunes à résister par des actions non-violentes ;
- former des leaders locaux capables de porter la voix de la société palestinienne et d'appuyer la mise en place d'une gouvernance démocratique ;
- renforcer le dialogue entre Palestiniens et Israéliens œuvrant pour la paix ;
- renforcer un réseau de soutien international pour la résistance non-violente à l'occupation.

Coopération agricole

Le programme de coopération agricole vise à améliorer les conditions de vie des populations rurales de la Vallée du Jourdain et de Beit Ommar, touchées particulièrement par la limitation des libertés de déplacement, par la violence physique et psychologique et par l'accaparement des terres.

- favoriser le développement agricole pour améliorer l'économie des communautés rurales de la Vallée du Jourdain et de Beit Ommar et en particulier l'émancipation économique des femmes ;
- maintenir et développer l'activité agricole dans la Vallée du Jourdain et à Beit Ommar, en aidant à la valorisation des produits sur place (fromagerie dans la vallée du Jourdain, ateliers de transformation à Beit Ommar) et en renforçant les circuits de distribution au niveau du territoire palestinien pour l'écoulement des productions locales ;
- endiguer l'accaparement des terres palestiniennes par les colons israéliens dans les deux régions en cultivant prioritairement les terres vulnérables à proximité des colonies.

Ce projet est prévu sur 3 ans.

Non-violence

et maintien de l'agriculture en Palestine

Renforcement des sociétés civiles dans la culture de non-violence et dans des projets agricoles

- Je souhaite être informé du projet
- J'apporte ma contribution en versant la somme de €
(reçu fiscal délégué à partir de 50 €)

Nom, Prénom :

Adresse :

Tél :

Email :

A renvoyer à :

AFPS Drôme - Rue Pierre Curie - 26100 Romans sur Isère

ou
MAN Lyon - 187 montée de Choulans - 69005 LYON

La banque postale, Centre financier, 69900 LYON cedex 02
IBAN : FR68 2004 1010 0701 6619 2503 847
BIC : PSSTFRPPLYO
mention Palestine

Non-violence et maintien de l'agriculture en Palestine

Soutien à la résistance non-violente, populaire et citoyenne

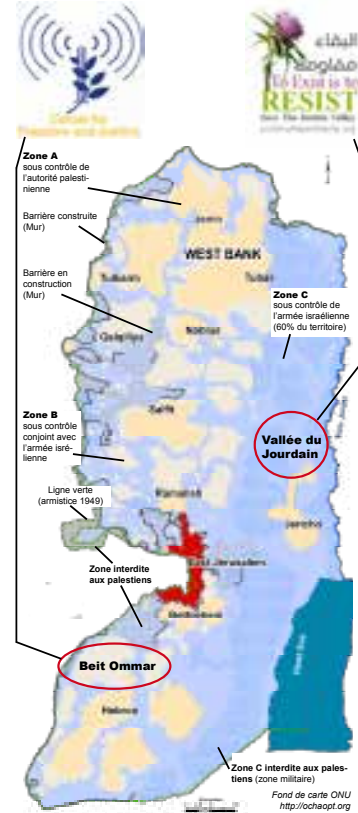
Le programme de coopération citoyenne vise à renforcer les capacités des acteurs locaux de la société civile et à diffuser une culture de non-violence et de paix afin de permettre une solution politique au conflit.

- aider les jeunes à résister par des actions non-violentes ;
- former des leaders locaux capables de porter la voix de la société palestinienne et d'appuyer la mise en place d'une gouvernance démocratique ;
- renforcer le dialogue entre Palestiniens et Israéliens oeuvrant pour la paix ;
- renforcer un réseau de soutien international pour la résistance non-violente à l'occupation

Coopération agricole

Le programme de coopération agricole vise à améliorer les conditions de vie des populations rurales de la Vallée du Jourdain et de Beit Ommar, touchées particulièrement par la limitation des libertés de déplacement, par la violence physique et psychologique et par l'accaparement des terres.

- favoriser le développement agricole pour améliorer l'économie des communautés rurales de la Vallée du Jourdain et de Beit Ommar et en particulier l'émancipation économique des femmes ;
- maintenir et développer l'activité agricole dans la Vallée du Jourdain et à Beit Ommar, en aidant à la valorisation des produits sur place (fromagerie dans la vallée du Jourdain, ateliers de transformation à Beit Ommar) et en renforçant les circuits de distribution au niveau du territoire palestinien pour l'écoulement des productions locales ;
- endiguer l'accaparement des terres palestiniennes par les colons israéliens dans les deux régions en cultivant prioritairement les terres vulnérables à proximité des colonies.



Partenariat entre
Center for Freedom and Justice
 Beit Ommar
 (entre Hebron et Bethleem)
Jordan Valley Solidarity
 Vallée du Jourdain
 (nord de Jéricho)
 et
Mouvement pour une Alternative Non-violente
AFPS 07-26
Comité Palestine-Israël de Châteaubriant
JVS Albertville

avec le soutien de

AFPS Savoie
 AFPS Rhône
 CBSP
 Région Rhône-Alpes
 Région PACA



MAN
 187 montée de Choulans
 69005 LYON
 04 78 67 46 10
 palestine@nonviolence.fr
 www.nonviolence.fr

AFPS
 Groupe 07-26
 Contact
 Marc FERRAPIE
 04 75 07 37 74

